

Les « produits forestiers non-ligneux », outil de la rhétorique du développement durable

FORUM

CATHERINE AUBERTIN

Comme l'article de Florence Pinton, le texte qui suit porte sur la question de la gestion et de la conservation des ressources génétiques par les populations locales. Il le fait en se référant à l'article 8j de la Convention sur la diversité biologique (cf. encadré 3) et traite des produits forestiers. Comment l'exploitation de ces produits peut-elle permettre de rémunérer un travail de conservation ? L'auteur montre à ce propos, à partir d'exemples pris en Amazonie brésilienne et au Laos, que la référence à la catégorie des « produits forestiers non-ligneux » (en fait, les produits de cueillette), employée par la FAO et reprise dans de nombreux projets de développement en milieu forestier tropical, loin d'être la voie prometteuse annoncée, ignore les pratiques et les conditions de vie des populations concernées.

Le concept de produits forestiers non ligneux, plus connu sous sa forme anglaise de *Non Timber Forest Products* (NTFP) que nous utilisons pour désigner à la fois ces produits et les activités dont ils font l'objet, a intégré la boîte à outils du développement durable. Le paradigme du développement durable est une vision du monde, unifiée par la rationalisation scientifique, qui postule la poursuite du développement économique « réellement existant » sans dommage irréversible pour la planète. Des modèles et des solutions sont alors recherchés et mobilisés pour soutenir cet objectif. Dans un cadre cognitif qui relève de la modernité scientifique, ces modèles se doivent d'être consensuels, efficaces, techniques, utilitaristes, universels. Ils ont peu de chance de correspondre aux situations locales et aux visions du monde des populations censées les expérimenter.

Notre recherche vise à analyser les conditions d'émergence des concepts et des normes portés par le développement durable¹. Les NTFP constituent une excellente illustration des difficultés du développement durable à promouvoir modèles et solutions. En effet, l'exploitation raisonnée des NTFP est censée concilier impératifs économiques de production marchande et impératifs écologiques de protection de l'environnement. D'où vient cette hypothèse vite érigée en dogme ?

Le paradigme du développement durable a permis des changements de perceptions et d'approches globales des systèmes agroforestiers. Les réserves extractivistes, les agroforêts, les forêts aménagées, etc., ont en commun d'être quasi exclusivement fondées sur une appropriation et domestication des NTFP. Elles sont autant de situations disparates présentées comme des modèles de développement durable et suscitent un intérêt nouveau de la part des professionnels du développement à l'affût de « bons projets ».

Cependant, les systèmes agroforestiers que nous avons étudiés en Amazonie brésilienne et au Laos apparaissent d'abord comme des productions sociales très spécifiques, et l'on voit mal comment elles pourraient être proposées comme modèles de développement durable dans d'autres régions. Le risque est de mettre en place des politiques inadaptées et, sous prétexte de promouvoir le potentiel commercial d'une plante ou d'un animal, oublier les logiques paysannes face à leur environnement biologique et politique.

Un nouveau regard sur les systèmes forestiers paysans : l'influence du développement durable

Il semble que l'intégration des espaces agricoles et forestiers soit caractéristique de la plupart des systèmes paysans du monde. C'est pourtant la spécialisation des espaces productifs entre des champs cultivés homogènes d'une part, et la forêt d'autre part, qui s'est imposée comme aboutissement d'un développement économique menant du sauvage au cultivé, de la forêt à l'agriculture. Cette représentation occidentale et les intérêts coloniaux ont profondément orienté les politiques agricoles tropicales. Avides de bois, les ingénieurs forestiers des colonies condamnent la figure de l'essarteur et la pratique du feu pour promouvoir une agriculture moderne. Jusqu'au début des années 80, il était difficile pour les décideurs d'admettre l'existence de plantations ou de jardins dans des espaces forestiers hétérogènes aménagés par les paysans. Quand l'intervention de l'homme était reconnue, en particulier pour

CATHERINE AUBERTIN
Économiste,
Institut de recherche
pour le développement,
Technoparc, 5 rue du Carbone,
45072 Orléans cedex 2, France
Catherine.Aubertin@orleans.ird.fr

¹ Cet article est issu d'une communication au colloque : *Cultivating (in) tropical forests : The evolution and sustainability of intermediate systems between extractivism and plantations*, organisé par le programme FOREASIA (CIFOR, IRD), tenu du 28 juin au 1^{er} juillet 2000, aux îles Lofoten, Norvège. Une synthèse de ce colloque sera publiée prochainement dans la revue *Economic Botany*.

les cultures sur défriche-brûlis, le système était jugé arriéré et destiné à disparaître avec le développement. Les valeurs, la rationalité, la viabilité de ces systèmes agroforestiers étaient ignorées (Michon, 2000 ; Rossi, 1999 ; Thomas, 1998).

Le développement durable définit de nouveaux besoins. La forêt n'offre pas seulement du bois, elle offre des capacités de régulation du carbone, des réserves de biodiversité, des éléments récréatifs et culturels, etc. L'étude du mode de vie des populations en forêt n'est plus l'apanage des seuls anthropologues (WFC, 1978). On passe d'une représentation à une autre : de situation transitoire vers le développement économique, les systèmes forestiers paysans deviennent des solutions pour atteindre le développement durable. Ce changement de regard est associé à plusieurs inflexions dans les politiques de développement :

1. Il faut d'abord citer l'évolution des controverses autour des meilleures solutions pour conserver l'environnement. Le débat entre les conservationnistes (garder la forêt pour elle-même) et les utilitaristes (garder la forêt pour les besoins de l'homme) évolue en faveur des seconds : les communautés forestières sont désormais supposées gardiennes de leur environnement, et la conservation étant supposée rentable, elles sont censées en vivre.
2. Grâce aux progrès de l'écologie et de la génétique, une nouvelle attention est portée aux écosystèmes forestiers. Les scientifiques étudient leur stabilité, leur productivité, leur capacité à participer aux grands équilibres de la planète. Les industries pharmaceutique et de l'agro-alimentaire s'intéressent de près à ces réservoirs de biodiversité, aux cultivars sélectionnés par les paysans, mais aussi aux formes sauvages apparentées aux cultivars industriels, ou encore aux « plantes inconnues pour des usages inconnus », susceptibles de contenir des gènes sources de nouveaux médicaments ou d'amélioration des plantes utiles. La Convention sur la diversité biologique (1992) en distribuant des droits aux États sur leurs ressources et en reconnaissant la possibilité de breveter les molécules, nourrit les controverses sur les contrats de bioprospection et la reconnaissance de savoirs indigènes.
3. L'époque des grands projets industriels semble révolue². Sans doute du fait du recul de l'aide publique au développement, les financements s'appliquent à des petits projets que les catégories sociales ciblées seraient susceptibles de s'approprier. Cela correspond aussi à un changement d'opérateurs. Ce ne sont plus l'industrie et le secteur privé, mais les ONG et les bailleurs de fonds qui soutiennent les projets. L'approche participative, la gouvernance, le renforcement des capacités et l'attention donnée aux femmes et aux communautés sont désormais les mots clés des projets de développement. La lutte contre la pauvreté est devenue un des grands objectifs des programmes d'aide. Les populations de la forêt, restées à l'écart du développement, sont jugées pauvres et constituent une cible privilégiée d'intervention.
4. Par ailleurs, en cherchant des sources de revenus pour ces populations, l'attention se porte sur les produits forestiers, les produits « verts ». Certains

² Seuls les grands projets d'aménagement routier ou de barrage subsistent avec beaucoup de controverses.

représentaient déjà des entrées de devises non négligeables. Avec la généralisation des exercices d'évaluation économique des biens et services non marchands, les produits de la forêt échangés et auto-consommés prennent une place prépondérante dans les budgets familiaux. De même, les services d'entretien de la forêt, ou même le fait que les populations renoncent à transformer la forêt en pâturage, acquièrent une valeur marchande. Les études tentant de calculer le prix d'un hectare de forêt tropicale ou les services rendus par l'écosystème se multiplient (Costanza, 1997), donnant autant de prix au système de production et au travail de conservation des populations forestières.

Non seulement les NTFP pourraient être exploités en suivant un modèle de gestion durable, mais de plus, étant vraiment multiformes, satisfaisant une bonne partie des besoins humains : alimentaires, récréatifs, esthétiques, religieux, médicaux, artisanaux, écologiques, etc., leur promotion se prête à l'intérêt des scientifiques et rencontrent la sympathie du public.

Les projets autour des NTFP réunissent généralement ainsi plusieurs objectifs dont l'ordre de priorité dépend des intérêts, souvent contradictoires, des principaux intervenants (gouvernement et secteur privé, populations locales, ONG ou bailleurs de fonds) :

- ils visent à réduire la pauvreté, à créer des revenus, à favoriser l'industrie domestique, à augmenter les exportations ;
- ils visent de nouveaux marchés, verts et équitables, et se présentent comme base de projets susceptibles de bénéficier des retombées financières des conventions sur la diversité biologique et sur le changement climatique ;
- ils soutiennent des activités existantes ou nouvelles qui réduisent l'impact sur les ressources naturelles et sur la forêt, qui ont un rôle de conservation *in situ* ;
- ils favorisent la participation des villageois pour la planification et la gestion des ressources naturelles et du développement ;
- ils offrent un support identitaire pour des populations marginalisées et répondent aux préoccupations internationales sur les savoirs indigènes.

Le modèle NTFP semble vraiment constituer un modèle idéal. Qu'en est-il sur le terrain ?

Produits forestiers non-ligneux et systèmes de production

Nous avons eu la chance de pouvoir travailler sur les NTFP et les systèmes productifs qui les concernent dans deux régions appartenant à des environnements géographiques et culturels très différents, en Amazonie brésilienne et au Laos. Dans ces deux régions, il existe des projets reliés aux programmes internationaux comme ceux de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ou de la Food and Agricultural Organization (FAO). Le modèle de développement fondé sur l'exploitation de NTFP au sein de systèmes intermédiaires y connaît des déclinaisons très différentes.

Notre hypothèse de travail a été de voir ces déclinaisons comme un sujet d'étude privilégié qui permet :

- d'aborder les applications du paradigme de développement durable à l'échelle globale : conventions d'environnement, impositions de normes, recherche de modèles globaux, etc. ;
- de rendre compte des spécificités locales qui ont dû s'en accommoder : caractéristiques écologiques et historiques, pratiques sociales, mais aussi relations ethniques, objectifs villageois et politiques nationales, soumission aux bailleurs de fonds, recherche de l'unité nationale, etc.

Réserves extractivistes en Amazonie

Au Brésil, les produits de la forêt sont indissociables de l'histoire de la colonisation. Le pays lui-même porte le nom du *pau brazil*, le bois de braise qui servait à faire des teintures. La recherche des *drogas do sertão*, puis du caoutchouc a été le moteur de la conquête territoriale : exploration des fleuves, recul des frontières vers l'Ouest. Les derniers traités concernant les frontières sont signés en plein boom du caoutchouc, au début du siècle. On ne peut alors étudier les NTFP sans référence aux modes d'aménagement du territoire et d'organisation sociale du pays.

L'extractivisme se confond avec une exploitation minière. Les produits sont immédiatement collectés pour satisfaire les marchés internationaux : la soif d'épices de la Couronne portugaise, puis le développement de l'industrie européenne des pneumatiques. Sur le plan de la logique économique, l'extractivisme se distingue donc des pratiques des chasseurs-cueilleurs et des cultivateurs, destinées à la reproduction domestique. L'extractivisme est donc loin de concerner tous les produits forestiers, mais il constitue la référence en matière de NTFP au Brésil.

La problématique de l'extractivisme doit se comprendre en référence à l'organisation sociale héritée de l'épopée du caoutchouc. A la fin du 19^e siècle, la figure centrale en est le *seringueiro*. Celui-ci forme la base d'une pyramide d'exploitation, composée de petits patrons qui se sont appropriés les terres et coiffée par le grand patron-exportateur. Migrant isolé en forêt, il est responsable des chemins qu'il a aménagés d'un hévéa à l'autre pour récolter le caoutchouc. L'accès au marché est monopolisé par le patron qui détient la maîtrise des fleuves, seules voies de communication. La légitimité du patron ne repose pas seulement sur la propriété de la terre et des arbres, mais avant tout sur le contrôle de la commercialisation des produits. Le prix du voyage à partir de la région d'origine, généralement des régions sèches du Nordeste, et le coût de subsistance du *seringueiro* en forêt – ensemble de biens de consommation courante livrés en nature – doivent être théoriquement remboursés par la livraison des produits. Il s'ensuit un système de dette perpétuelle, l'*aviamento*, le prix de vente du caoutchouc, fixé par le patron, restant toujours inférieur au prix d'achat des biens de consommation que le *seringueiro* ne peut se procurer qu'auprès de son patron (Lescure, Pinton, Empereire, 1994).

Ce système est figé. Les barons du caoutchouc ne consentent en effet à aucun investissement pour intensifier la production. Les tentatives de plantation,

d'amélioration des peuplements ou de gestion en forêt sont rares. L'augmentation de la productivité est difficilement conciliable avec le système de l'*aviamento*, car le patron a intérêt à disposer d'un nombre toujours plus grand de travailleurs pour maximiser ses bénéfices comme pour s'assurer le contrôle de son emprise territoriale. Le rapport à la forêt reste par ailleurs un rapport prédateur dans le but d'un enrichissement immédiat à moindre capital investi. Dans de nombreux cas, il est interdit au *seringueiro* de pratiquer l'agriculture, celui-ci devant rester dépendant pour sa subsistance des seuls échanges avec son patron (Empereire, 1996).

Les autres NTFP, la noix du Brésil, et tous les autres fruits, fibres, gommes et résines (*encadré 1*) sont des sous-produits et compléments de l'activité de récolte du caoutchouc. Ils profitent des mêmes circuits de commercialisation et connaissent une impulsion quand le prix du caoutchouc baisse et qu'il faut quand même rembourser la dette.

Ce système tombe en désuétude avec la concurrence du caoutchouc de Malaisie, puis du caoutchouc synthétique. Les patrons se reconvertissent dans des activités plus rentables, les *seringueiros* sont plus ou moins oubliés sur place. En 1985, l'extractivisme est un secteur en déclin, ignoré des manuels d'agriculture tropicale et qui semble condamné par la modernisation

Encadré 1. Les principaux produits de l'extractivisme végétal en Amazonie Centrale.

Castanha do Para ou noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*), dernier important produit d'exportation.

Sorva ou chicle (*Couma macrocarpa*) entre dans la fabrication des gommes à mâcher, pour l'exportation.

Oleo de pau rosa (*Aniba roseodora*), bois de rose exporté sous forme d'essence pour la parfumerie.

Balsamo de copaiba (*Copaifera spp.*), copaiba exportée sous forme d'oléorésine pour l'industrie pharmaceutique.

Cumaru ou fève tonka (*Dipteryx odorata*) pour aromatiser les tabacs, marché d'exportation.

Piassava (*Leopoldina piassaba*) pour le marché portugais des balais.

Andiroba (*Carapa guianensis*), huile médicinale, marché local.

Borracha, caoutchouc (*Hevea brasiliensis*), plus d'exportation.

Balata (*Manilkara bidentata*), latex, plus d'exportation.

Maçaranduba (*Manilkara huberi*), latex, en abandon.

Açaí do mato (*Euterpe precatoria*), fruits d'un palmier, marché local.

Tucuma (*Astrocaryum aculeatum*), fruits d'un palmier, marché local.

Januari (*Heteropsis spp.*), coeur de palmier, marché local.

Buriti (*Mauritia flexuosa*), fruits d'un palmier, marché local.

des échanges, l'avancée des fronts pionniers, l'exode rural, la destruction de la forêt. Il est synonyme de pauvreté et d'arriération.

On redécouvre l'extractivisme au moment de l'expansion de la frontière agricole et militaire, quand les fermiers du Sud du Brésil acquièrent des terres dans l'Amazonie presque oubliée des fleuves et du caoutchouc. Les *seringueiros* sont alors expulsés par la spéculation foncière, leurs activités menacées par la destruction de la forêt. Les protestations contre la déforestation de l'Amazonie trouvent enfin une base sociale locale. Car jusqu'alors ce sont surtout les écologistes internationaux qui se sont émus de l'Amazonie en flamme. Avec les *seringueiros*, bientôt rejoints par les Indiens, le mouvement écologique tient, avec les mouvements indigénistes, ses héros à qui il offre une nouvelle identité collective : le « peuple de la forêt ». Les produits de l'extractivisme connaissent un regain d'intérêt et de nouveaux marchés s'ouvrent aux produits écologiques dont l'achat permet de conserver la forêt amazonienne et ses habitants.

Grâce à cette convergence d'intérêts entre écologistes et *seringueiros*, des réserves extractivistes sont alors créées. Pour garantir une assise foncière et une reconnaissance sociale aux travailleurs de l'extractivisme d'une part, et d'autre part, à un modèle écologiste, l'activité de cueillette de NTFP est parée de toutes les qualités conservatrices de l'environnement. La gestion des réserves est censée être collective, démocratique et écologique. Par la suite, la création de réserves sera la solution apportée aux revendications foncières de populations vivant hors Amazonie et dont parfois la base économique n'est pas liée à la collecte forestière – comme dans le cas d'une réserve du sud du pays consacrée à la collecte d'un coquillage marin. Ainsi les revendications territoriales, initialement menées sur une base politique de justice sociale (« la terre à celui qui la travaille »), se poursuivent sur la base de promotion de pratiques écologiques et de relations au territoire supposées conservatrices. Les réserves extractivistes, au début projet de réforme agraire sous l'égide du Plan national de réforme agraire instauré à la chute du régime militaire, deviennent unités de conservation, puis conditions de la défense des « populations traditionnelles » dépendantes d'une ressource « naturelle » sous l'égide d'une institution environnementale (Pinton et Aubertin, 1997).

Tout d'abord système jugé arriéré et condamné, l'extractivisme devient un modèle de développement durable pour les forêts tropicales dont la promotion dépend de l'habillage écologique de revendications socio-politiques. Les qualités écologiques du système, appréciées par la communauté internationale – conservation de la biodiversité et de l'intégrité de la forêt –, ne font pourtant pas partie des objectifs premiers des populations concernées. Celles-ci demandent d'abord les droits accordés à tous les citoyens, y compris celui de transformer la forêt en pâturage. Les réserves extractivistes risquent de figer artificiellement un système en transformant les *seringueiros* en gardiens de musée naturel, écologistes malgré eux. D'un point de vue géopolitique, la création de réserves extractivistes apparaît comme

une modeste tentative de régulation territoriale où les unités de conservation trouvent place entre des grands axes routiers et des pôles industriels de développement. Pôle d'écodéveloppement, gage de bonne volonté vis-à-vis des bailleurs de fonds, mini-réforme agraire, les réserves extractivistes constituent une solution foncière ponctuelle et marginale loin d'épuiser le débat sur l'exploitation de la forêt.

Lutte contre la défriche-brûlis au Laos

La collecte de produits forestiers commerciaux issus des forêts montagneuses de l'actuel Laos est extrêmement ancienne. Le benjoin et des plantes médicinales empruntaient la route de la soie et le Mékong il y a plus de mille ans. Aujourd'hui, la cardamome médicinale vient immédiatement dans la liste des exportations après le premier produit agricole, le café³. Ces produits sont en grande partie des produits médicinaux ou destinés à la parfumerie pour les pays voisins : Chine, Thaïlande, Vietnam (encadré 2).

Au Laos, les NTFP ne concernent pas en premier lieu les échanges internationaux. Ils sont avant tout indissociables des modes de vie des populations. Dans les villages, plus de la moitié des revenus monétaires proviennent de la vente de produits forestiers et la plus grande part des protéines animales proviennent de la pêche et du ramassage de petits animaux (Aubertin, 1998 ; Foppes et Ketphanh, 1998). Les conditions géographiques sont en effet difficiles pour l'agriculture pérenne. Le territoire est composé pour moins de 20 % de plaines, essentiellement le long du Mékong. Le reste du territoire est dit montagneux, avec des pentes supérieures à 12 % et encore beaucoup de forêt. La faible densité de population, 20 hab/km², permet la culture du riz sur brûlis. La principale contrainte réside dans la limitation de la force de travail. La population, rurale à 80 %, vit encore largement en autosubsistance.

On comprend alors l'importance de la consommation des produits forestiers. Un dicton précise : « Au Laos, on mange tout ce qui est vivant ». De fait, toutes les enquêtes confirment que les populations, même urbaines, connaissent en général plus de 300 noms pour des plantes utiles non cultivées. En ville, la demande est soutenue pour le bois de feu, les bambous et les rotins (les pousses pour l'alimentation, les tiges pour l'artisanat et la construction), de nombreux légumes sauvages, les jacinthes d'eau pour nourrir les animaux, les produits médicinaux, etc. ; les œufs de fourmis rouges, les grenouilles, une foule d'insectes sont vendus au marché.

Les NTFP dépendent des activités agricoles et des milieux qu'elles génèrent. La collecte de produits forestiers est intimement intégrée au cycle du riz, avec un point culminant durant la saison sèche, pour compléter le régime alimentaire en période de soudure ou lorsque du temps est disponible pour l'artisanat domestique, la rénovation des toits d'herbe à pailote et des murs de bambous. Il existe une grande variété de pratiques. En général, les plantes spontanées comme le mûrier à papier et le benjoin sont favorisées sur le champ de défriche-brûlis, d'autres comme la car-

³ Les statistiques sont souvent fantaisistes dès qu'on touche au secteur sensible du bois et à l'exportation de grumes. Ainsi, selon le ministère de l'Agriculture et des Forêts, en 1994-1995, les produits forestiers ne représentent que 3,6 % du secteur forêt et 51,9 % l'année suivante...

Encadré 2. Les principaux produits forestiers non-ligneux du Laos en 1998.**2.1. Exportations**

Produit	Nom scientifique	Kg	\$ US
Cardamone	<i>Amomum spp.</i>	424 347	2 376 343
Résine de Damar	<i>Shorea obtusa</i>	1 525 566	305 113
Fruits du palmier à sucre	<i>Arenga westerhoutii</i>	982 000	320 132
Écorce Bong	<i>Notaphoebe umbelliflora</i>	286 710	91 747
Herbe à balais	<i>Thysanolaema maxima</i>	825 524	350 022
Orchidées	<i>Dendrobium spp.</i>	68 015	-
Rotins (grands)	<i>Calamus spp.</i>	367 196	293 757
Mûrier à papier	<i>Broussonetia papyrifera</i>	400 000	200 000
Lézards séchés	<i>Gecko spp.</i>	-	-
Huile Yang	<i>Dipterocarpus alatus</i>	274 400	92 198
Bois d'aigle	<i>Aquilaria spp.</i>	26 192	-
Pousses bambous	<i>Dendrocalamus spp.</i>	10 000	1 200
Benjoin	<i>Styrax tonkinensis</i>	15 500	46 500
Cannes de bambous	<i>Various spp.</i>	161 466	5 167
Draceana	<i>Draceana spp.</i>	178 000	71 200
Fruits de rotin	<i>Calamus spp.</i>	65 882	-
Écorce de Peuak meuak	<i>Debregeasia hypoleuca</i>	91 500	18 300
Noix de Malva	<i>Scaphium macropodium</i>	837 940	1 340 704
Écorce Si siet	<i>Pentace siamensis</i>	-	-
Rotins (petits)	<i>Calamus spp.</i>	12 000	1 200
Noix vomiques	<i>Strychnos nux vomica</i>	25 130	2 010

Source : Joost Foppes, IUCN-NTFP project, Vientiane.

2.2. NTFP directement liés à la pratique de la défriche-brûlis au Laos

Rotins et bambous, pour le marché local et l'exportation, les pousses pour l'alimentation, les tiges pour l'artisanat et la construction.

Cardamome médicinale, fruit, produit médicinal exporté vers la Chine.

Fruits de palmier à sucre, exporté vers la Thaïlande.

Herbe à balais, exportée vers la Thaïlande, très importante sur le marché local.

Mûrier à papier, écorce, exporté vers la Thaïlande et la Corée.

Bois d'aigle, huile essentielle, exporté vers le Moyen Orient pour l'encens.

Benjoin, résine, exporté vers la France pour la parfumerie.

Peuak meuak, écorce, exporté vers la Chine pour la pharmacie.

damome sont plantées en même temps que le riz pour enrichir la jachère qui reste alors productive pendant toute la période de régénération du sol (encadré 2). Dans les rizières, adventices et prédateurs sont largement consommés. Les produits sont collectés sur le chemin des champs, dans les abattis, autour du village. Leur écologie, leur économie, ne peuvent se distinguer des systèmes agroécologiques paysans et de la production forestière en général.

Aussi, on ne peut que se désoler du peu d'importance reconnue à ces produits et aux savoirs indigènes qui président à leur exploitation. Les projets qui concernent les NTFP sont peu nombreux. Un important projet de l'IUCN vise la réduction de la pauvreté et la conservation de la forêt. Il soutient l'organisation des communautés pour l'exploitation et la commercialisation des produits. Il se heurte à une législation

incertaine concernant les droits d'accès à la terre, un système de monopole d'État et d'application de quotas, une fiscalité défavorable (Enfield et al., 1998). Sur-tout, il se heurte à la politique agricole et économique du gouvernement.

Pour comprendre la dynamique des NTFP au Laos, il faut reprendre la question ethnique revisitée par la question environnementale. La plupart des produits forestiers, provenant de zones montagneuses, sont considérés comme liés aux pratiques agricoles des « minorités ethniques », en particulier à la défriche-brûlis, présentée comme symbole de l'arriération et du mal absolu pour l'environnement. On ne peut s'empêcher de penser que sous la dénonciation de ces pratiques, ce sont bien les populations elles-mêmes qui sont stigmatisées. Les actions environnementales peuvent souvent s'analyser comme des actions contre ces minorités (Aubertin, 2000).

⁴ Chaque fois qu'il est possible de faire des rizières, les villageois s'y emploient. Le travail de la rizière offre en effet la sécurité d'une meilleure rémunération. Le recours à la défriche-brûlis s'observe quand les conditions foncières, topographiques, de mobilisation de main-d'œuvre et de capital ne sont pas réunies pour faire des rizières. La défriche-brûlis est alors une des meilleures réponses aux conditions d'un milieu qui ne peut supporter une agriculture intensive. Les arguments de mauvaise foi pullulent. Ainsi, dans les recensements agricoles, le riz sur défriche-brûlis est traduit par *upland rice* alors que le riz de rizière inondée est traduit par *lowland rice*. On occulte ainsi la production des rizières d'altitude des plaines alluviales et des terrasses et, en reprenant la terminologie bas/haut, on attribue à chacune des ethnies une pratique culturelle différenciée.

⁵ Au nom de la défense de la faune sauvage, les fusils sont maintenant retirés aux populations montagnardes.

⁶ Les méfaits de ces déplacements – pressions foncières dans les plaines, précarisation des populations, pas d'infrastructures ni de nouvelles techniques offertes pour les accompagner – ont été dénoncées (Goudineau, 1997). Après avoir apporté leur soutien aux déplacements, les bailleurs de fonds (Banque asiatique de développement, Union européenne, Programme des Nations unies contre les drogues, coopération japonaise, coopération suédoise surtout) ont pris leurs distances. Ils contribuent maintenant largement à financer le programme de réallocation des terres.

La récente stratégie gouvernementale (MAF, 1999) pour le secteur agricole oppose ainsi les plaines modernes aux montagnes arriérées, laissant les premières aux forces du marché et soumettant les secondes à l'intervention publique. Les systèmes agroforestiers pratiqués par la quasi totalité de paysans lao sont ignorés⁴ pour mieux atteindre un double objectif : une agriculture moderne (riziculture irriguée, en plaine) et une forêt protégée (des minorités, en montagne). Le modèle de développement économique promeut la sédentarisation et l'industrialisation de l'agriculture, non adaptées à l'écosystème montagnard.

Les interventions se traduisent alors par des zonages forestiers et des créations de réserves nationales de biodiversité – 70 % des forêts sont classées en zone de protection –, par des allocations de terres favorisant le passage à la propriété privée, par l'interdiction de la pratique de la défriche-brûlis et par le déplacement de populations – les minorités ethniques montagnardes –, vers les plaines. Les solutions semblent être autant de remises en cause des conditions de survie de ces populations.

Ces interventions répondent aux objectifs de groupes aux intérêts pourtant fort différents. Confondue avec la forêt qui la recouvre en grande partie, la montagne est institutionnalisée comme un ensemble de problèmes pour la défense de l'environnement, la lutte antidrogue (la culture de l'opium se fait à plus de 1000 m d'altitude), l'unité nationale, les intérêts des industriels du bois et de l'hydroélectricité. La technique de la défriche-brûlis est censée détruire la forêt et compromettre l'approvisionnement en eau des grands barrages hydroélectriques (principale source de devises), des rivières et des réseaux d'irrigation des plaines. Ses populations sont dénoncées comme pauvres, ignorantes et... armées⁵. Le gouvernement recherche l'intégration des minorités dans l'économie nationale et le contrôle du territoire – la moitié des villages ne sont pas accessibles en saison de pluies par route carrossable. Les populations sont alors déplacées vers les « zones focales », vers les plaines ou le long des routes⁶.

L'allocation foncière consiste à répartir trois parcelles par famille pour le riz pluvial. Avec l'ancien cycle de rotation – auparavant une moyenne de 15 ans –, le fermier avait des parcelles à tous les stades de régénération. Avec la règle de trois parcelles par famille, sans changements techniques pour la culture du riz, la fertilité décroît, le travail de sarclage augmente (Jouve, 1999). Ce système est incompatible avec le cycle des principaux produits forestiers qui poussent sur la jachère (*encadré 2*) et sont productifs entre 4 et 15 ans après la récolte de riz, comme le benjoin et la cardamome.

Le zonage forestier et les mises en réserves ne se sont pas traduits par des droits qui permettraient aux communautés d'exploiter et de défendre leurs zones protégées, ni de faire reconnaître les activités agroforestières (Koning, 2000). Les paysans n'ont plus le droit d'aller chercher des produits dans les forêts protégées. De nombreux témoignages attestent que certaines terres dévolues à des activités agroforestières n'ont pas été prises en compte dans l'allocation des terres. Des

jardins de rotin n'ont pas été attribués aux fermiers qui s'en occupaient, mais collectivisés dans les forêts d'utilisation du village.

Malgré ces facteurs défavorables, les statistiques indiquent une croissance de la commercialisation des NTFP. Cela est dû en partie à l'amélioration des recueils de données, à l'ouverture des routes et à la libéralisation du commerce. Cependant, on peut l'analyser surtout comme des réponses aux nouvelles pressions foncières :

1. Devant la réduction des surfaces consacrées au riz et devant la baisse de rendement, la pression sur les ressources forestières augmente. Il faut obtenir des revenus pour acheter le riz. On note des situations de surexploitation, de concurrence accrue dans des zones où les droits d'accès sont mal définis. Pour prévenir l'arrivée de personnes extérieures au village, on a ainsi tendance à récolter la cardamome avant son arrivée à maturité.
2. Les jardins et les rizières, quand ils sont reconnus comme tels, ne font pas partie des terres à redistribuer. Ils restent la propriété de leur créateur. Cultivés, ou du moins clairement entretenus, les NTFP deviennent des plantes de jardin. La domestication des produits forestiers est ainsi une stratégie pour prévenir les conséquences de la réforme foncière.
3. La domestication répond également, une fois l'allocation foncière effectuée, à la nécessité de trouver des cultures pérennes susceptibles de remplacer le riz. Dans les projets de développement, on cherche ainsi de nouvelles sources de revenus par la mise en culture de cultivars importés, plus aptes à répondre aux exigences du marché, plutôt que d'essayer de domestiquer ou d'adapter des biotypes indigènes. Le mode d'appropriation change à cette occasion. Si on observe souvent une cueillette et une distribution des revenus collectives pour certains produits appartenant aux forêts du village, il y a privatisation des plantes et des revenus quand on passe à la culture, à plus forte raison à l'élevage. La cardamome est ainsi en train de devenir un produit agricole comme les autres, qui a simplement besoin d'un peu plus de couvert forestier.

Il est difficile de parler d'avantages comparatifs, de spécificités des NTFP au Laos pour expliquer leur développement. Si avantage comparatif il y a, c'est en référence au coût d'opportunité de la terre et du travail par rapport à d'autres pays. Cela est vérifié pour la culture du mûrier à papier délocalisée de Thaïlande au Laos. Quant à la cardamome, son essor est dû à l'expansion du marché et à la saturation des terres qui lui sont consacrées au Yunnan. Comme résultat de l'homogénéisation des goûts et de la globalisation, les produits lao sont maintenant (à l'exception notable du benjoin) rarement recherchés pour leurs caractéristiques génétiques ou écologiques. On les transforme en produits verts, parce que poussant sans intrants, ou en produits « ethniques » vendus pour soutenir les minorités montagnardes.

Le cas du Laos nous rappelle que le recours à des normes scientifiques consensuelles – comme, par exemple, la condamnation de la pratique de la défriche-brûlis –, et à des idéologies de portée univer-

selle concernant la protection des forêts, permettent, sous couvert de politiques d'environnement, de camoufler des luttes d'influences et d'intérêts, des buts politiques, des tensions ethniques, des revendications foncières (Aubertin et al., 1998).

L'évolution vers une intensification provient aujourd'hui d'une rupture dans les systèmes de production : dans la restriction de l'accès à la terre et dans la remise en cause des pratiques des dites minorités montagnardes. Il faut noter que, paradoxalement, ces ruptures sont le résultat de politiques gouvernementales menées au nom de l'environnement. Les systèmes agroforestiers prennent alors simultanément des directions opposées : intensification de la cueillette de plantes sauvages et/ou mise en culture de variétés standardisées.

Produits forestiers non-ligneux en quête de définition

À partir de l'analyse de ces deux situations, que pouvons-nous avancer sur les chances d'un développement durable fondé sur la promotion des NTFP ?

Ces exemples nous montrent qu'il est difficile d'embrasser toutes les formes d'exploitation de NTFP. La forme d'exploitation existant en un lieu donné et à une époque donnée est fonction de la ressource convoitée, de l'écosystème sur lequel elle repose, de l'économie dont elle dépend pour ses débouchés, du contrôle du foncier, des moyens techniques disponibles, du mode de mobilisation de la main d'œuvre... L'exploitation de NTFP ne peut être normalisée dans un projet de développement indépendamment du contexte socioéconomique.

Le concept de NTFP tend à perdre toute signification. Nous avons pu constater que la distinction entre ligneux et non ligneux n'a pas de sens pour les populations locales. Elle a été introduite par les organismes de développement. C'est une distinction institutionnelle et politique qui n'est pas basée sur l'observation du terrain. D'un strict point de vue botanique, il est difficile de soutenir que les bambous sont des non-ligneux. Très vite, il a fallu inclure l'exploitation domestique du bois (récolte du bois de feu bien sûr, mais aussi du bois de construction pour les besoins de la famille) dans la problématique. Le CIFOR, Centre international de recherche sur les forêts, inclut même les objets en bois sculpté dans son étude comparative sur tous les NTFP d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. La chasse, la pêche et la collecte, voire l'élevage de petits animaux comme les papillons, y sont intégrés. Cela a permis d'accueillir dans les projets des militants pour la protection de la faune sauvage. Significativement, la FAO change l'appellation, NTFP devient NWFP, *Non Wood Forest Products*.

Si au départ, les NTFP se confondent avec les produits nobles vendus sur les marchés internationaux, les observations prouvent que des hommes que l'on croyait agriculteurs ou éleveurs tirent la majorité de leurs revenus des produits de la forêt (pousses de bambou, bois de construction, poissons...) soit par

Encadré 3. Article 8J de la Convention sur la diversité biologique.

« Chaque partie [...] sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, prévient et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels représentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques. »

l'autoconsommation, soit sur des marchés locaux et régionaux. La cueillette et la chasse, surtout la pêche, sont des activités quotidiennes insérées dans toutes les activités de la famille. C'est l'idée même de forêt qui a ainsi été remise en cause. Les NTFP donnaient l'impression d'être les fruits d'un paradis terrestre qu'il suffisait de ramasser. Or, on s'aperçoit que ces produits demandent un travail de conservation, de sélection ; que les savoirs et usages paysans sont nombreux. Il ne s'agit plus alors de produits de forêts primaires, mais bien d'espaces dépendants de l'activité humaine. On trouve la plupart des produits dans les zones humides (importance de la pêche et des plantes d'eau), dans des écosystèmes créés par l'homme, comme dans les friches ou les rizières, et même dans des milieux très anthropisés comme les villes. Des recherches montrent que les systèmes utilisés par l'homme sont souvent plus riches en termes de biodiversité que les forêts primaires (Descola, 1999). Il est légitime de se poser la question de savoir si les NTFP sont encore liés à la forêt.

Il reste alors à s'intéresser à ce qu'est un produit sauvage. Peut-on encore parler de NTFP quand ceux-ci sont des cultivars exogènes mis en culture ? Quand le développement de l'exploitation de ces produits se fait par la culture sur grande échelle, avec d'autres acteurs, d'autres relations sociales, d'autres techniques ? Par ailleurs, loin des questions botaniques, on note une folklorisation des produits pour atteindre de nouveaux marchés où le consommateur achète également la préservation d'une forêt ou d'une population. Enfin, l'hypothèse selon laquelle il existerait des populations structurées autour des NTFP et susceptibles de développer leur exploitation reste souvent à démontrer.

Finalement, sur le terrain, les NTFP ne se trouvent plus définis dans les projets qu'en relation aux activités économiques susceptibles de développer des groupes de « pauvres » à partir de produits « naturels » issus de milieux forestiers (c'est-à-dire où quelques arbres font partie de l'espace de production). La composante écologique et même la recherche de rentabilité économique se sont effacées. On est clairement revenu à une représentation utilitariste au service du développement durable.

En conclusion, nous proposons au débat les points suivants :

Tout d'abord, nous pouvons constater qu'en Amazonie comme au Laos, la déforestation se poursuit à un rythme tel que l'on peut se demander si l'attention portée aux NTFP n'est pas une aimable diversion. *No More Timber, More Non-Timber, More Intermediate Systems?* (Foppes, Ketphanh, 2000).

Les systèmes que nous avons évoqués ne s'inscrivent pas dans une évolution « naturelle » où l'homme améliorerait patiemment ses ressources et son milieu. Ils sont issus de ruptures, de changements de statut de la terre, de la ressource, des acteurs... Dans tous les cas, le marché n'est pas le seul déterminant⁷. On peut interpréter aujourd'hui la dynamique des NTFP comme des réponses à des menaces extérieures, portant essentiellement sur la sécurité foncière et les droits des populations. Ces dynamiques sont fortement différentes dans leurs déterminants sociaux et historiques.

Les NTFP érigés en concept, du fait de la convergence d'intérêts des professionnels du développement durable, bailleurs de fonds et organismes internationaux en quête de modèle, risquent d'être travestis pour répondre à tous les attributs du paradigme du développement durable, jusqu'à perdre leurs histoires et leurs spécificités locales. Une fois devenus modèles universels, il est à craindre que les politiques qui s'en réclameront soutiendront des jeux de pouvoirs peu favorables aux populations.

La promotion des NTFP pose des problèmes méthodologiques. Il est impossible de rendre compte d'une situation à partir de l'étude d'un seul produit. Cette démarche empêche toute analyse à l'échelle de l'unité de production, comme à l'échelle de l'écosystème. Toute reconnaissance de la multiactivité des acteurs et de leur utilisation complémentaire des différents espaces agricoles et forestiers, toute approche en termes de biodiversité, c'est-à-dire en termes d'interrelations entre les différentes composantes de l'écosystème (en particulier les relations plantes/animaux) sont rendues impossibles. Le concept de NTFP n'est pas opérationnel pour une analyse de développement durable, ce qui peut sembler paradoxal.

Enfin, révélatrice des problèmes fonciers et des droits reconnus aux populations, l'étude des NTFP – des représentations qui les sous-tendent, des politiques qui les concernent et des conditions de leur formation – est éminemment politique. La question centrale reste en effet celle des formes de régulation sociale et de l'intégration nationale des populations forestières, tout autant que celle du contrôle de la ressource, de la gestion écologique du territoire ou de la création de richesses. C'est ce que tendent à négliger les modèles du développement durable.

⁷ Une même conclusion s'est imposée au terme d'une analyse quantitative (Ruiz Perez, Byron, 1999).

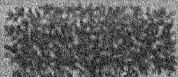
BIBLIOGRAPHIE

- Aubertin, C., 2000. Laos, à l'heure de l'environnement. *Courrier de la planète* 60, 37-38.
- Aubertin, C., Boisvert, V., Vivien, F.-D., 1998. La construction sociale de la question de la biodiversité. *Natures Sciences Sociétés* 6, 1, 7-19.
- Aubertin, C., (Éd.), 1988. Actes du colloque « Agroforesterie et produits forestiers », IRD, FAF, CCL; Ban Itou, province de Champassak, 19-24 octobre 1998. 121 p.
- Costanza, R., d'Arge R., de Groot, R., Farber, S., Grasso, M., Hannon, B., et al., 1997. The value of the world's ecosystem services and natural capital. *Nature* 387, p.253-260. 1997.
- Descola, Ph., 1999. Diversité biologique, diversité culturelle. Communication préparée pour le 50^{ème} anniversaire de l'Union mondiale pour la Conservation de la Nature (IUCN), Fontainebleau 3-5 novembre 1998. in *Nature sauvage, nature sauvée*. Ethnies 24-25, 213-235.
- Emperaire, L., (Éd.), 1996. La forêt en jeu. L'extractivisme en Amazonie centrale. Paris, Collection Latitudes 23, ORSTOM-Unesco.
- Enfield, N.J., Ramangkoum, B., Vongkhamsao, V., 1998. Case study on constraints in marketing of Non-Timber Forest Products in Champassak Province. Laos PDR. NTFP Project, IUCN, Department of Forestry, Vientiane, multigr. 40 p. + annexes.
- Foppes, J., Ketphanh, S., 2000. No More Timber, More Non-Timber? Discussion paper. IUCN-NTFP Project in Lao PDR. may 2000. 9 p.
- Foppes, J., Ketphanh, S., 1998. The use of non-timber forest products in Lao PDR. Paper presented at the workshop on Protected area Management, Xishuangbanna, 3-8 november 1997 in Actes du colloque "Agroforesterie et produits forestiers", IRD, FAF, CCL. Ban Itou, province de Champassak, 19-24 octobre 1998. 121 p.
- Goudineau, Y., (Éd.), 1997. Resettlement and Social Characteristics of New Villages, ORSTOM-UNDP-Unesco, 2 vol. UNDP, Vientiane.
- Jouve, E., 1999. Les pratiques agroforestières et l'accès aux ressources dans le district de Viengthong, septembre 1999, mémoire pour le diplôme de l'École nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires ENSAIA, IRD-FAF-ENSAIA, 28 p. multigr, + annexes, cartes et tableaux. (en français et en lao).
- de Koning, M., 2000. Feasibility study for the promotion of non timber forest products, DED, Luang Namtha, multigr.
- Lescure, J.-P., 1988. Le gradient « plante sauvage/plante cultivée » et le processus de domestication. in Actes du colloque « Agroforesterie et produits forestiers », IRD, FAF, CCL. Ban Itou, province de Champassak, 19-24 octobre 1998. 121 p.
- Lescure, J.-P., Pinton, F., Emperaire, L., 1994. Man and forest products in central Amazonia : a multidisciplinary approach of extractivism. *Extractivism in the Amazon. MAB DIGEST*, Unesco.
- Michon, G., 2000. Entre forêt et agriculture. Projet scientifique. IRD, Paris.
- Ministry of Agriculture and Forestry, MAF, 1999. The Government's strategic Vision for the Agricultural sector. Vientiane. multigr. 74 p.
- Pinton, F., Aubertin, C., 1997. O extrativismo entre conservação e desenvolvimento in Castro E. et Pinton F. (org.) *Faces do tropico Umido. Conceitos e questões sobre Desenvolvimento e meio ambiente*. CEJUP.
- Rossi, G., 1999. Forêts tropicales entre mythes et réalités. *Natures Sciences Sociétés* 7, 3, 22-37.
- Ruiz Perez, M. L., Byron, N., 1999. A methodology to Analyse Divergent Case Studies of Non-Timber Forest Products and Their Development Potential. *Forest Science* 45, 1, 1-14.
- Thomas, F., 1998. Écologie et gestion forestière dans l'Indochine française. *Revue française d'Histoire d'Outre Mer* 85, 319, 59-86.

NS

**NATURES
SCIENCES
SOCIÉTÉS**

Vol. 10 n° 2
avril - juin 2002



2002